

Alain Peyrefitte
C'était de Gaulle I

Collection QUARTO
Gallimard

Extraits : pages 60 à 72

CHAPITRE 6 «MON VILLAGE S'APPELLERAIT COLOMBEY-LES-DEUX-MOSQUÉES»

CHAPITRE 7 «VOUS VOYEZ UN PRÉSIDENT ARABE À L'ÉLYSÉE ?»

*

* *

CHAPITRE 6

«MON VILLAGE S'APPELLERAIT COLOMBEY-LES-DEUX-MOSQUÉES»

«L'État a pris l'habitude de plier devant les féodalités » • « Tout le drap se déchirerait » •
«Sortir de cette boîte à scorpions » • « Une cervelle de colibri »

Élysée, jeudi 5 mars 1959.

Geoffroy de Courcel [Secrétaire général de l'Élysée] , me téléphone : «Le Général veut voir un député gaulliste de la nouvelle vague, qui n'ait pas appartenu au RPF. Brouillet [Directeur de cabinet du Général] et moi [61] ne connaissons que vous qui réponde à ce portrait. Pouvez-vous venir cet après-midi à 16 heures? Vous irez voir Brouillet, il vous introduira quand le Général sera libre.

« Cette procédure inhabituelle est due au fait que, pour ne pas faire de jaloux parmi tant de grands anciens du RPF qui demandent audience, votre nom n'est pas inscrit sur la feuille transmise à la presse. »

Avant de m'introduire chez le Général, René Brouillet me tient un tout autre discours que celui qui bruissait à mes oreilles depuis mon entrée en *compagnonnage*. «Vous n'avez pas été un des militants du RPF: ne le regrettez pas ! On dirait que le Général veut effacer cette page de son passé. Il se méfie d'eux, parce qu'ils croient avoir des droits sur lui. Or, il estime qu'ils lui doivent tout, ce qui est probablement vrai, et qu'il ne leur doit rien, ce qui est peut-être inexact.»

Brouillet développe ce thème avec sa suavité rayonnante. De Gaulle, selon lui, a une conception féodale de ses rapports avec ses *compagnons*. Il maintient vigoureusement son lien de suzeraineté avec ses «féaux ». Il n'admet pas leur insubordination ; ni, à plus forte raison, qu'ils veuillent, en contrepartie de leur fidélité, lui forcer la main. Il estime qu'ils n'ont qu'à accepter les choix qu'il fait au nom de la France.

Il ne privilégie pas pour autant le « réseau », comme le ferait un vrai féodal. Son amour passionné de l'État l'en empêche. Quand il s'agit de l'État, il redevient Richelieu contre les féodaux.

Brouillet sort un instant, revient me chercher, me fait passer par un corridor, m'introduit dans le Salon doré¹, me présente.

«L'État a pris l'habitude de plier devant les féodalités»

Comme jeune fonctionnaire, j'ai côtoyé tout le personnel dirigeant de la IV^e République, sans parler de quelques survivants de la III^e. Aucun, ni Paul Reynaud, ni Bidault, ni Robert Schuman, ni Mendès, ni Edgar Faure, ni Pleven, ne m'a intimidé. Mais pour ce premier tête-à-tête avec le Général, j'ai la

¹ C'est de ce salon, situé au premier étage, que le Général a fait son bureau, précédé du salon des aides de camp, qui le sépare de la salle du Conseil des ministres. Le Salon doré restera le bureau de Georges Pompidou et de François Mitterrand. Mais ni Alain Poher pendant ses deux intérim, ni Valéry Giscard d'Estaing ne voudront s'y installer.

gorge contractée.

Il me désigne un fauteuil et ne s'assied qu'après moi.

GdG : « Alors, Monsieur le député, me demande-t-il aimablement, que dit-on dans votre circonscription ? [62]

AP. — Mon général², on parle beaucoup de la suppression de la retraite des anciens combattants ; et on espère que vous allez mettre fin à la guerre d'Algérie.

GdG. — Et à l'UNR, que dit-on ?

AP. — Là aussi, ce sont les deux sujets dominants. À vrai dire, le premier fait encore plus parler de lui que le second.

GdG. — Comme toujours, les parlementaires font passer l'accessoire avant l'essentiel. Dans un an, tout le monde aura oublié la retraite du combattant, mais l'affaire algérienne ne sera toujours pas réglée. C'est l'affaire la plus rude que nous ayons à affronter depuis la guerre.

«Les associations d'anciens combattants et les partisans de l'intégration de l'Algérie font un raffut d'enfer. Ces deux questions n'en font qu'une : la faiblesse de l'État.

«Les anciens combattants se sont constitués en une féodalité devant laquelle l'État a pris l'habitude de plier, comme devant toutes les autres. Eh bien, non ! Les anciens combattants peuvent faire ce petit sacrifice ! Dans l'ensemble des efforts qui sont demandés aux Français pour redresser la France, c'est peu de chose. Leurs jérémiades sont disproportionnées ! Si l'État cédaient devant eux, il n'y aurait plus d'État.

AP. — Ce qui est dommage, c'est qu'on avait l'impression d'une unité nationale miraculeusement retrouvée, et qu'elle se défait à cause de la suppression d'une pension de 70 francs par an, soit 5,80 francs par mois ! Tout ça pour économiser 70 millions, dans un train de restrictions de 7 milliards; le centième... Et sur le dos d'un million de survivants de la Grande Guerre... GdG. — Aucun pays au monde n'a un ministère des Anciens combattants. Aucun n'a institué une retraite du combattant. D'autres pays ont fait la guerre ; ils se contentent d'un service chargé de verser des pensions aux mutilés et aux victimes de la guerre. Mais nulle part ailleurs, vous ne trouverez un membre du gouvernement chargé, en tout et pour tout, de diriger ce service-là et d'être l'interlocuteur permanent des associations d'anciens combattants. Nulle part ailleurs, le budget de ce ministère ne croît démesurément d'une année à l'autre, malgré la disparition progressive des anciens combattants. Tout ça, c'est de la fumisterie ! Les anciens combattants font une colère d'enfants ! Leurs associations soufflent sur le feu. Les partis de gauche, les syndicats, présentent ça comme si l'État avait décidé de brimer à plaisir des rescapés de l'enfer. En réalité, la démagogie s'est engouffrée dans la brèche. [63]

«*Tout le drap se déchirerait*»

AP. — Le groupe gaulliste retentit d'imprécations contre les fonctionnaires, qu'il soupçonne d'avoir cherché à vous mettre dans l'embarras. En tout cas, ils n'ont pas tenu compte des conséquences psychologiques d'une mesure qui a été mal préparée.

GdG. — Ce qui est sans doute vrai, c'est que l'opposition essaie de nous faire payer cher une affaire mineure, faute de pouvoir nous attaquer sur une affaire majeure, comme l'Algérie. Elle mobilise, dans la lutte contre le nouveau régime, un potentiel d'émotion qui n'aurait pas pu se libérer sur un sujet plus important, mais moins passionnel. Ne vous y trompez pas ! Ce qu'elle veut, c'est abattre le régime ! C'est pourquoi il ne faut pas capituler. Si nous lâchions sur ce point, tout le drap se déchirerait !

AP. — Vous aviez annoncé, dans votre présentation du plan de redressement financier, que les anciens combattants *qui le voudraient* seraient invités à faire le sacrifice de leurs 70 francs. Or, dans le texte d'application, il n'était plus question d'un abandon *volontaire*, mais d'une suppression *obligatoire*. Ne pourrait-on revenir à votre déclaration initiale ? Vous ne reculerez pas : seuls reculeraient les fonctionnaires qui ont trahi votre pensée.

² Dans la suite de ces pages, je ferai le plus souvent l'économie de ce vocatif, qui revenait sans cesse dans la bouche des interlocuteurs de De Gaulle; il est mis ici en facteur commun.

GdG. — Je ne vais pas entamer mon mandat en laissant tomber la fonction publique ! C'est une des rares choses qui tiennent encore à peu près debout dans ce pays !»

Ainsi, il couvre les fonctionnaires qui ont outrepassé ou saboté ses instructions... Il laisse passer quelques secondes sans aménité. Visiblement, il considère que ce sujet est épuisé. Puis il reprend : «Quant à l'Algérie, on en est arrivé là où l'on est parce qu'il n'y avait pas d'État; parce que l'État n'a pas fait à temps l'effort qui s'imposait pour faire évoluer l'Algérie ; parce que la féodalité des colons a dominé l'État et a bloqué toute réforme. Les anciens combattants et les colons s'agitent et menacent. Ils se trompent de République.»

Il garde un instant le silence. Je pose mes mains sur les accoudoirs, comme pour me lever. Il me retient en me lançant : «Et les députés du groupe UNR, comment pensent-ils qu'on va s'en sortir?

AP. — Ils sont massivement favorables à l'intégration et à l'Algérie française. GdG. — Vous aussi, vous êtes pour l'Algérie française ?

AP. — Je serais pour... si c'était possible. Mais je ne crois pas du tout que ça le soit.

GdG. — Qu'avez-vous dit à vos électeurs pendant votre campagne? Qu'avez-vous mis dans votre profession de foi ?

AP. — J'ai dit et écrit qu'il faudrait "trouver une solution généreuse", "établir une paix juste". » [64]

Le Général esquisse un léger sourire : «Vous ne vous êtes pas beaucoup avancé. »

AP. — Je ne m'y suis pas senti autorisé.

GdG. — Je ne vous le reproche pas. Malheureusement, la plupart de vos collègues se sont crus autorisés, eux, à militer pour l'Algérie française et l'intégration; et maintenant, ils voudraient m'imposer de tenir les engagements qu'ils ont eu la légèreté de prendre. De toute façon, l'Algérie française, c'est une fichaise et ceux qui préconisent l'intégration sont des jean-foutre. Et vos électeurs, qu'en pensent-ils ?

AP. — Ils n'en pensent pas grand-chose, sinon qu'il faut en finir et que le plus tôt sera le mieux.

«Sortir de cette botte à scorpions»

GdG. — Si je n'étais pas là, la majorité de l'Assemblée aurait voté d'enthousiasme l'intégration de l'Algérie française, cette élucubration abracadabrante des colons d'Algérie, et de quelques colonels acquis à leur cause. AP. — Quand les deux communautés ont fraternisé en mai dernier, c'était bien ce que vous avez appelé l'intégration des âmes ?

GdG. — Ce n'est pas Lagayette³ qui a provoqué la fraternisation! Elle n'a commencé sur le Forum que le 15 mai, à partir du moment où on a crié *Vive de Gaulle!* C'est sur mon nom qu'elle s'est faite !

AP. — Mais, pourquoi avez-vous lancé il y a quatre mois le plan de Constantine⁴, si ce n'est pour permettre à l'Algérie de se moderniser et de se rapprocher du niveau de la métropole ? Il a donné l'impression que vous vouliez réaliser l'Algérie française.

GdG. — Je l'ai fait parce qu'on ne peut sortir de cette boîte à scorpions, qu'en faisant évoluer l'Algérie du tout au tout. Il faut essayer de lutter contre la clochardisation des Algériens. Bien sûr, il faut aussi que la pacification fasse des progrès sur le terrain. Elle en a fait en Oranie. Elle en fera dans l'Algérois quand nous y mettrons les mêmes moyens. Mais elle ne sera jamais définitive si l'Algérie ne se transforme pas. J'essaie de la transformer Le collège unique, l'égalité des droits, les élections qui donnent aux musulmans [65] l'habitude de voter pour désigner leurs représentants, l'ouverture de la fonction publique aux musulmans, le respect de chaque communauté, qu'est-ce que c'est, sinon de l'intégration, mais une intégration réaliste?

AP. — Pourquoi n'avez-vous jamais utilisé ce terme?

« Une cervelle de colibri »

GdG. — Parce qu'on a voulu me l'imposer, et parce qu'on veut faire croire que c'est une panacée. Il ne

³ Pierre Lagayette a été l'un des chefs activistes d'Alger en mai 1958. Député d'Alger, il sera l'un des meneurs de la semaine des barricades en janvier 1960 et fondera l'OAS en février 1961.

⁴ Dans son discours de Constantine, le 30 octobre 1958, le général de Gaulle a lancé un plan de cinq ans, réformant en profondeur la vie économique et sociale ainsi que le système scolaire, en vue d'améliorer le niveau de vie des musulmans d'Algérie.

faut pas se payer de mots ! C'est très bien qu'il y ait des Français jaunes, des Français noirs, des Français bruns. Ils montrent que la France est ouverte à toutes les races et qu'elle a une vocation universelle. Mais à condition qu'ils restent une petite minorité. Sinon, la France ne serait plus la France. Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne.

«Qu'on ne se raconte pas d'histoires ! Les musulmans, vous êtes allé les voir? Vous les avez regardés, avec leurs turbans et leurs djellabas? Vous voyez bien que ce ne sont pas des Français ! Ceux qui prônent l'intégration ont une cervelle de colibri, même s'ils sont très savants (il doit penser à Soustelle). Essayez d'intégrer de l'huile et du vinaigre. Agitez la bouteille. Au bout d'un moment, ils se sépareront de nouveau. Les Arabes sont des Arabes, les Français sont des Français. Vous croyez que le corps français peut absorber dix millions de musulmans, qui demain seront vingt millions et après-demain quarante?

«Si nous faisons l'intégration, si tous les Arabes et Berbères d'Algérie étaient considérés comme Français, comment les empêcherait-on de venir s'installer en métropole, alors que le niveau de vie y est tellement plus élevé? Mon village ne s'appellerait plus Colombey-les-Deux-Églises, mais Colombey-les-Deux-Mosquées !»

Longtemps après m'être retiré, je suis resté tout étonné devant cette liberté de propos, ces formules jaillissantes, ces pronostics d'extra-lucide lisant dans la boule de cristal. Il n'a pas cherché à séduire. Il m'a offert une demi-heure de De Gaulle, pour que j'en fasse mon profit. Il analyse pour la synthèse; Il est clairvoyant pour l'action. Je le retrouve tel qu'il m'était apparu dans son appel du 21 mai 1940. il m'a semblé, tandis qu'il parlait, voir une clarté se répandre; comme si l'expérience, la méditation, la conviction illuminaient les mots et même les silences. [66]

*
* *

CHAPITRE 7

«VOUS VOYEZ UN PRÉSIDENT ARABE À L'ÉLYSÉE ?»

«Nous avons grand avantage à passer le témoin avant qu'on nous arrache la main » • « "Nos ancêtres les Gaulois", ce n'était pas très malin » • « Bye bye, vous nous coûtez trop cher! » • «L'intégration est un attrape-couillons » • «L'Algérie française, ce serait le tonneau des Danaïdes! » • «Les bénéfices se sont retournés en pertes» • « Nous ne sommes pas une dictature» • «L'autodétermination, piège à cons » • « C'est un terrible boulet. Il faut se détacher»

Élysée, 9 octobre 1959.

Revenant de cinq semaines en Afrique centrale⁵ et à la veille de partir pour l'ONU⁶, je suis allé bavarder à l'Élysée avec René Brouillet.

«Pourquoi ne demanderiez-vous pas audience au Général? me dit-il. Afrique, ONU, vous avez deux raisons de le voir. Cette fois, vous pourrez le faire officiellement.»

Salon doré, 20 octobre 1959.

L'aide de camp, le colonel de Bonneval, me dit, courtoisement mais sévèrement: «Monsieur le député, vous arrivez à 10 heures moins 3 pour 10 heures, c'est un peu juste pour une audience du

⁵ Comme rapporteur pour l'Outre-Mer du «Parlement européen» (ainsi se nomme-t-il, encore que cette appellation, qui ne figure pas dans le traité de Rome, soit récusée par de Gaulle).

⁶ Comme membre de la délégation à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Général ! Sachez qu'il vaut mieux se donner un quart d'heure d'avance que d'avoir une minute de retard. Si vous aviez crevé un pneu, nous serions dans de beaux draps.»

Il me montre l'agenda: « Attention, il y a six audiences ce matin, de demi-heure en demi-heure. Si vous dépassez d'une minute, il va accumuler du retard, parce qu'il se croit obligé de compenser le retard avec lequel il reçoit quelqu'un en le retenant plus longtemps ; et ensuite il en veut à tout le monde.»

Ainsi, le Général a passé son obsession de la ponctualité à ses aides de camp, qui la prennent en charge et l'en débarrassent. C'est peut-être ce qu'il appelle la *participation*: la délégation des soucis. Cette pratique lui permet de rester détendu.

Trois pendulettes ornent le salon des aides de camp. Elles sont si bien réglées qu'elles se mettent à sonner au même instant. Bonneval a ouvert la porte du Salon doré au premier coup de dix heures et me fait entrer. J'entends alors deux autres pendulettes leur répondre, sur la cheminée et sur la table du Général. Il se lève cérémonieusement. Quand il se rassied, il ajuste ses lunettes pour mieux me scruter. [67]

«*Nous avons grand avantage à passer le témoin avant qu'on nous arrache la main*»

« Alors, monsieur le député, vous revenez d'Afrique ? »

Je lui raconte l'enthousiasme que suscite son nom, de Fort-Lamy à Brazzaville et de Yaoundé à Bangui ; mais aussi dans les colonies belges, Rwanda et Burundi, et au Congo⁷, de Léopoldville à Élisabethville⁸; ce qui ne fait aucun plaisir aux autorités belges.

En revanche, je ne lui cache pas les vives critiques qu'adresse à sa politique de décolonisation le docteur Schweitzer, aux côtés de qui j'ai vécu quatre jours dans ce misérable village de paillotes qu'on appelle son «hôpital». Le vieil Alsacien considère que la Communauté, qui marche tout droit vers l'indépendance, est une folie ; que les *nègres* vivent encore à l'âge de pierre, sauf 1 ou 2 % d'entre eux ; qu'il est inepte de les traiter comme s'ils étaient des Européens d'aujourd'hui. Selon lui, en voulant faire leur bonheur sans tenir compte du stade où ils se trouvent, on prépare leur malheur. «Je sais bien que les Français de Libreville et les politiciens africains me traitent de paternaliste, colonialiste, raciste. Mais l'expérience m'a ouvert les yeux.» GdG : «Schweitzer a raison et il a tort. C'est vrai que les indigènes ne sont pas encore mûrs pour se gouverner vraiment par eux-mêmes. Mais ce qu'il oublie, c'est que le monde existe autour de nous et qu'il a changé. Les peuples colonisés supportent de moins en moins leur colonisateur. Un jour viendra où ils ne se supporteront plus eux-mêmes. En attendant, nous sommes obligés de tenir compte des réalités. Ce que nous avons à faire de plus urgent, c'était de transformer notre empire colonial, en remplaçant la domination par le contrat. Nous avons grand avantage à passer le témoin à des responsables locaux, avant qu'on nous *arrache la main* pour nous le prendre. (Il n'a pas dit : "qu'on nous l'arrache des mains".)

« "Nos ancêtres les Gaulois", ce n'était pas très malin »

«Nous avons fondé notre colonisation, depuis les débuts, sur le principe de l'assimilation. On a prétendu faire des *nègres*⁹ de bons Français. On leur a fait réciter : "Nos ancêtres les Gaulois" ; ce n'était pas très malin. Voilà pourquoi la décolonisation est tellement plus difficile pour nous que pour les Anglais. Eux, ils ont toujours reconnu les différences de races et de culture. [68] Ils ont organisé le *self-government*. Il leur suffit de distendre les liens pour que ça marche. Nous, nous avons nié ces différences. Nous voulions être une République de cent millions de Français pareils et interchangeables. Voilà pourquoi les Français vivent la décolonisation comme un déchirement. Eh bien, la Communauté, je l'ai faite justement pour que chacun des peuples qui la composent suive son chemin comme il le souhaite, de préférence en bonne entente avec nous ; parce que c'est en définitive l'intérêt de

⁷ Devenu Zaïre depuis 1966.

⁸ Devenues respectivement Kinshasa et Lubumbashi.

⁹ Tel est le terme dont il usait parfois, comme Schweitzer... ou Montesquieu.

tous.

«**Bye bye, vous nous coûtez trop cher!**»

«C'est beau, l'égalité, mais ce n'est pas à notre portée. Vouloir que toutes les populations d'outre-mer jouissent des mêmes droits sociaux que les métropolitains, d'un niveau de vie égal, ça voudrait dire que le nôtre serait abaissé de moitié. Qui y est prêt? Alors, puisque nous ne pouvons pas leur offrir l'égalité, il vaut mieux leur donner la liberté! *Bye bye, vous nous coûtez trop cher!*»

Il est clair qu'il veut se *désengager*. Je suis quand même surpris de l'entendre, lui que j'aurais imaginé héritier de Jacques Cartier, tenir des propos qui rempliraient d'aise Raymond Cartier¹⁰. Il est vrai qu'il préconise l'aide aux pays sous-développés, notamment d'Afrique, dont ce brillant journaliste ne veut pas entendre parler. Il est vrai aussi qu'il ne désavoue pas la conquête dans les siècles passés, mais l'entêtement dans cette seconde moitié du XXe ; car *le monde a changé*. Il habille de grandeur le réalisme.

AP : « Alors, mon général, vous allez faire la politique de Mendès ?

GdG. — Si vous voulez. Mais Mendès n'aurait pas pu la faire. Alors, ce ne sera pas la politique de Mendès, ce sera la politique de de Gaulle.»

«**L'intégration est un attrape-couillons** »

Son regard s'attarde quelques secondes sur la tapisserie des Gobelins, qui représente Don Quichotte. Songe-t-il à exorciser les tentations du donquichottisme, auxquelles les Français auraient succombé jusqu'à lui? Puis il [69] plante ses yeux dans les miens : «Et l'autodétermination¹¹, comment l'avez-vous ressentie?

AP. — Je l'ai bien ressentie. Mais ça veut dire : le droit à l'indépendance. Donc, l'indépendance. Il y a beaucoup de gens qui n'y sont pas encore disposés.»

Le Général ne répond pas. Il ne veut évidemment pas que l'on puisse répéter qu'il est résigné à l'indépendance.

GdG: « Qu'en dit-on au groupe ?»

Il ne dit pas : «au groupe UNR» ni «dans votre groupe». Il doit être bien entendu que c'est *son* groupe et qu'il peut en disposer à sa guise, bien qu'il nous ait interdit de nous faire élire sur son nom. Je n'ose pas répondre: «La même chose que Michel Debré.» C'est pourtant le cas. Le discours du 16 septembre a fait l'effet d'une bombe à la salle Colbert — tout comme à Matignon. AP: «La majorité des députés du groupe et la quasi-totalité des militants restent fermement attachés à l'intégration de l'Algérie française.

GdG. — On peut intégrer des individus, des familles, des petits groupes; et encore, dans une certaine mesure seulement; et ça prend des générations. On n'intègre pas des peuples, avec leur passé, leurs traditions, leurs souvenirs communs de batailles gagnées ou perdues, leurs héros. Vous croyez qu'entre les pieds-noirs et les Arabes, ce sera jamais le cas ? Vous croyez qu'ils ont le sentiment d'une patrie commune, suffisant pour surmonter toutes les divisions de races, de classes, de religions ? Vous croyez qu'ils ont vraiment la volonté de vivre ensemble?

«L'intégration, c'est une entourloupe pour permettre que les musulmans, qui sont majoritaires en Algérie à dix contre un, se retrouvent minoritaires dans la République française à un contre cinq. C'est un tour de passe-passe puéril! On s'imagine qu'on pourra prendre les Algériens avec cet attrape-couillons ? «Avez-vous songé que les Arabes se multiplieront par deux puis par cinq, pendant que la population française restera presque stationnaire? Il y aurait deux cents, quatre cents, six cents députés arabes à Paris ? Vous voyez un président arabe à l'Élysée ?»

¹⁰ Raymond Cartier, éditorialiste à *Paris-Match*, défend depuis 1955 l'idée que, les colonies coûtant beaucoup plus cher qu'elles ne rapportent, il vaut mieux s'en retirer et garder nos investissements pour nous. Me Tixier-Vignancour, candidat à l'élection présidentielle en novembre 1965, devait résumer cette thèse par la formule: «*La Corrèze avant le Zambèze*. »

¹¹ De Gaulle avait annoncé le 16 septembre 1959 que la France accordait l'autodétermination à l'Algérie

«L'Algérie française, ce serait le tonneau des Danaïdes!»

Je perçois dans son propos l'écho de formules déjà entendues en mars dernier. Elles me surprennent moins aujourd'hui. Mais je constate que son [70] rejet de « l'intégration » se durcit, comme s'est durcie dans le même temps l'opposition des partisans de l'Algérie française à sa politique.

AP : «Vous prêchez un converti. Mais les remous au groupe me font craindre que les assises du mouvement à Bordeaux, au début de novembre, se passent difficilement. Les "soustelliens" seront fortement majoritaires.

GdG. — Je compte sur vous, et sur quelques autres heureusement (*cet heureusement n'est pas aimable*), pour montrer aux militants que seul de Gaulle peut régler l'affaire algérienne et que les gaullistes n'ont pas d'autre devoir que de le soutenir. Tâchez de leur faire comprendre, car ils comprennent le langage des chiffres, qu'il vaut mieux pour la France une Algérie algérienne au sein de la Communauté, qu'une Algérie française au sein de la France, qui nous mettrait à plat pour toujours! Le maintien des départements algériens dans la France nous coûterait non seulement un grave préjudice moral dans le monde, mais un effort ruineux ! Ce serait le tonneau des Danaïdes ! Si l'Algérie restait française, on devrait assurer aux Algériens le même standard de vie qu'aux Français, ce qui est hors de portée. S'ils se détachent de la France, ils devront se contenter d'un niveau de vie très inférieur; au moins, ils ne pourront plus en faire grief à la France, et ils auront une satisfaction de dignité, celle de recevoir le droit de se gouverner eux-mêmes.

«Les bénéfices se sont retournés en pertes »

«La colonisation a toujours entraîné des dépenses de souveraineté. Mais aujourd'hui, en plus, elle entraîne de gigantesques dépenses de mise à niveau économique et social. C'est devenu, pour la métropole, non plus une source de richesse, mais une cause d'appauvrissement et de ralentissement.

« Quand nous nous sommes installés en Algérie, comme dans les autres colonies, nous avons la perspective d'exploiter les matières premières qui dormaient jusque-là, de mettre en culture des marécages ou des plateaux arides. Nous pouvions espérer un rapport très supérieur au coût de l'installation. À cette époque-là, l'appât du gain était masqué par la proclamation d'un rôle qu'on nous présentait comme un noble devoir. Nous apportions la civilisation.

«Mais, depuis la première guerre et surtout depuis la seconde, les coûts d'administration se sont aggravés. Les exigences des indigènes pour leur progrès social se sont élevées ; et c'est parfaitement naturel. Le profit a cessé de compenser les coûts. La mission civilisatrice, qui n'était au début qu'un prétexte, est devenue la seule justification de la poursuite de la colonisation. Mais puisqu'elle coûte si cher, pourquoi la maintenir, si la majorité de la population n'en veut pas ? [71]

AP. — Et le pétrole ?

GdG. — Nous devrions pouvoir au moins retrouver notre mise et garantir notre approvisionnement. Mais le pétrole et le gaz ne suffiront pas à payer l'effort qu'exige de nous l'Algérie. Ne vous leurrez pas. Dites-vous bien que les nations colonisatrices, en Algérie comme ailleurs, espéraient tirer des bénéfices qui ne sont pas venus, ou qui se sont vite retournés en pertes. C'est au moment où leur rôle civilisateur leur coûtait de plus en plus cher, qu'il a été de moins en moins accepté. Leurs obligations régaliennes se sont multipliées, avec leurs dépenses militaires, devant les premières rébellions. C'est une règle à laquelle il n'y aura pas d'exceptions, sinon pour de tout petits territoires.

AP. — Mais les colonies portugaises, espagnoles, belges, soviétiques... GdG. — Vous verrez, ces empires s'écrouleront les uns après les autres. Les plus malins sont ceux qui s'y prendront le plus vite. Les Anglais, puis les Hollandais, se sont retirés les premiers ; ils s'en sont bien trouvés.

«Nous ne sommes pas une dictature»

AP. — La "paix des braves" et le "drapeau blanc" ont été interprétés par les Algériens comme une sommation d'avoir à se constituer prisonniers et un refus de décoloniser.

GdG. — C'était le drapeau blanc des plénipotentiaires, ceux sur lesquels on ne tire pas parce qu'ils viennent négocier... Et vous croyez que je pouvais faire du jour au lendemain ce que je voulais ?

Il fallait faire évoluer peu à peu les esprits. Où en était l'armée? Où en était l'Assemblée ? Où en était mon gouvernement? Où en était mon Premier ministre ? Nous ne sommes pas une dictature. Les gens sont longs à renoncer à leurs préjugés. Ils ne comprennent que très lentement; surtout ceux qui croient tout savoir.»

Il regarde les frondaisons du parc, où déjà les feuilles jaunissent.

GdG: «Le drame algérien, il ne se confine pas à l'Algérie elle-même, ni aux rapports entre la France et l'Algérie. Il affecte les Français eux-mêmes. Il pourrit tout en France. Et il mine la situation de la France dans le monde.» Il doit penser: « Vous croyez que c'était digne de la France, de se maintenir par la guerre et par la torture ?» Pourtant, il ne le dit pas. Il ne veut pas avouer, mais il laisse deviner, qu'il lui faut sans cesse manœuvrer pour apprivoiser les militaires, les pieds-noirs en Algérie, les conservateurs en métropole, et les amener à accepter l'évolution inévitable; quitte à les amuser avec des leurres. [72]

«L'autodétermination, piège à cons»

AP: « Que va-t-il sortir de l'autodétermination ?

GdG. — Ce sera un piège à cons.

AP. — Mais qui seront-ils ?

GdG. — Le FLN, s'il refuse de négocier. Les pieds-noirs, s'ils refusent de jouer le jeu, alors qu'ils peuvent prendre une place essentielle dans l'Algérie, une fois la paix revenue.»

Il se lève. «Nous ne pouvons pas tenir à bout de bras cette population prolifique comme des lapins, et ces territoires énormes. C'est une bonne affaire de les émanciper. Nos comptoirs, nos escales, nos petits territoires d'outre-mer, ça va, ce sont des poussières. Le reste est trop lourd. Les populations sont prises dans la masse de l'ensemble arabe en Afrique du Nord, de l'ensemble noir au sud du Sahara. Comment voulez-vous que les uns se gouvernent librement et les autres pas ?

«C'est un terrible boulet. Il faut le détacher»

«Tant que nous ne nous en serons pas délestés, nous ne pourrons rien faire dans le monde. C'est un terrible boulet. Il faut le détacher. C'est ma mission. Elle n'est pas drôle. Mettez-vous à ma place ! Je ne fais pas ça de gaieté de cœur. Mais c'est peut-être le plus grand service que j'aurai rendu à la France. Les années passent. Nous n'avons plus le temps d'attendre. Et je ne suis pas immortel.»

Il laisse sa main sur la poignée de la porte.

«Enfin, puisque vous allez à l'ONU, vous ne vous embarquez pas sans biscuit, avec l'autodétermination. Ces gens-là ne peuvent pas y être hostiles.» Il me tend cette main dont la pression si légère contraste tant avec son personnage volontaire:

« C'est comme à la chasse, je ne vous dis pas bonne chance. Vous viendrez me raconter, quand vous serez revenu.»

De mars à octobre : en six mois, l'accent s'était déplacé des difficultés de l'intégration à l'impérieuse nécessité de la désintégration ; de l'impossibilité de l'Algérie française à l'obligation de l'Algérie algérienne. Une seule question subsistait: «Comment s'en débarrasser ?»